

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI A
L'OCCASION DE L'OUVERTURE DE LA 58EME EDITION DU
CAUCUS AFRICAIN.**



- **Excellence Monsieur le Ministre Burundais des Finances, du Budget et de la Planification Economique et en même temps Président en exercice du Caucus Africain ;**

- **Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres-Gouverneurs Africains à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International qui participez physiquement et virtuellement au présent évènement ;**

- **Honorables Gouverneurs des Banques Centrales ;**

- **Mesdames et Messieurs les Administrateurs au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale ;**

- **Madame le Représentant résident du Groupe de la Banque Mondiale au Burundi ;**

- **Mesdames et Messieurs les hauts Cadres des Institutions de Bretton Woods ;**

- **Chers Partenaires et Amis du Burundi ;**
 - **Mesdames et Messieurs, Distingués Invités, tout protocole observé ;**

 - **Chers Compatriotes,**
1. Permettez-moi de commencer par rendre grâce à Dieu Tout-Puissant, pour nous avoir gardés en bonne santé jusqu'à cette mémorable et historique journée. Grâce à sa puissance et sa bonté, le Burundi est honoré d'abriter la 58^{ème} édition du Caucus Africain.

Excellences Mesdames et Messieurs,

2. Dans l'histoire des peuples et des nations, il y a des moments inoubliables, des moments qui marquent une histoire heureuse.

Le Burundi est très honoré d'abriter cette session de la 58ème Edition du Caucus africain et votre présence dans notre beau pays, est éloquente.

Au nom du Gouvernement du Burundi, et en mon nom propre, je vous souhaite la bienvenue et un agréable séjour sur cette terre burundaise, pleine de beaucoup de potentialités.

3. Je vous accueille avec joie, vous tous qui avez accepté de prendre part à ces assises et, plus particulièrement, vous qui avez voyagé pour participer physiquement, en cette période de crise sanitaire mondiale et de haut risque.

➤ **Chers Partenaires et Amis du Burundi ;**

➤ **Chers Compatriotes,**

➤ **Excellences, Mesdames et Messieurs,**

4. Organisée sous le thème Central : "**La numérisation pour une résilience inclusive et une croissance soutenue**", cette 58^{ème} Edition du Caucus Africain cadre bien avec les moments que traverse actuellement le monde à l'ère du développement

technologique et aux expériences laissées par la gestion de l'actuelle crise sanitaire mondiale qui, par son caractère meurtrier, a eu des répercussions économiques et financières sans précédent à l'échelle mondiale.

La pandémie de COVID-19 a, en effet, provoqué un dysfonctionnement des chaînes de production dans tous les pays du monde et a ralenti brutalement l'activité économique.

5. Il s'agit donc d'une rencontre qui constitue un cadre privilégié d'échange et de dialogue entre les Gouverneurs Africains aux Institutions de *Bretton Woods* et les Dirigeants de ces dernières, sur les questions du développement et de la mise en œuvre des politiques, et stratégies appropriées conformément aux enjeux, défis et opportunités que présentent les pays africains par rapport à leurs spécificités respectives, en vue de

trouver des solutions adaptées pour lesquelles nous sommes tous appelés à agir de façon synergique et cohérente.

6. Pour sa part, le Burundi est, fermement engagé dans le combat de lutte contre la pauvreté, en vue d'accélérer la croissance de façon soutenue, durable et inclusive. Le Gouvernement du Burundi, que nous avons baptisé " **Responsable et Laborieux** ", est guidé par le principe directeur autour de la synergie "**ENSEMBLE, TOUT EST POSSIBLE**".

La conjugaison et la coordination des forces de tous les acteurs de la vie économique permettront de garantir l'accès de tous les citoyens aux ressources du Pays et de les rentabiliser pour l'intérêt de tous.

Pour réussir ce pari, la contribution de tout en chacun y apparaît comme un impératif.

7. C'est dans ce cadre que le Gouvernement du Burundi, agissant dans le strict respect de ce principe, reste concentré sur la mise en œuvre de toutes les stratégies et politiques visant à assurer la transformation profonde et la modernisation de l'économie nationale, en vue de garantir la prospérité pour tous et un avenir radieux pour tous les filles et fils du Burundi.

Dans cette perspective, le Burundi est sur une bonne lancée en matière de croissance et de développement durable et, a déjà enregistré des réalisations appréciables et considérables.

8. Pour atteindre un taux de croissance économique soutenue, un PIB/Habitant suffisant, un taux d'urbanisation souhaité et la réduction de chômage chez les jeunes diplômés d'ici 2027, le Gouvernement du Burundi a lancé un vaste programme dénommé Programme de capitalisation de la paix, de la stabilité sociale et de la promotion de la croissance économique au Burundi.

Ce programme vise la stabilité politique, économique et sociale du pays par la garantie de la sécurité alimentaire, augmentation des revenus des citoyens et lcheminement vers la croissance économique du pays.

9. Pour réussir la mise en œuvre de ce programme, le Burundi s'est engagé à opérer toutes les réformes nécessaires pour assurer avec succès la transformation structurelle de l'économie nationale,

Conformément aux autres instruments de planification et de gestion de l'économie nationale, dont le plan national de développement du Burundi 2018-2027.

➤ **Excellences Mesdames et Messieurs.**

10. Cette rencontre du Caucus Africain est organisée au moment où nous sommes en train de soigner les retombées des sanctions inopinées qui ont été imposées injustement au Burundi depuis 2015 par certains de nos partenaires importants, alors que le pays sortait des crises répétitives qui ont endeuillés le Burundi depuis l'époque coloniale.

C'est à dire qu'au moment de se redresser, nous avons été enfoncés dans le gonfle. En plus de cela, nous faisons face aussi à la crise sanitaire mondiale qui n'épargne personne et aux effets liés aux changements climatiques.

Et, tout cela contribue à l'instabilité du cadre macroéconomique du pays par le fait que les investissements ont baissé sensiblement. Mais, le Gouvernement a mis en place un programme visant la prévention, et, la lutte contre la propagation du Covid-19, JE GUERIS, JE NE ME CONTAMINE PAS ET JE NE CONTAMINE PAS LES AUTRES, et, le programme EWE BURUNDI URAMBAYE, qui signifie le Burundi

couvert, au cours duquel on a planté, en trois ans, 144 434 307 arbres sur les collines et montagnes du pays pour la protection de l'environnement.

11. Malgré cette crise socio-économique que le Burundi traverse depuis 2015, le pays a pu se maintenir à travers la cohésion sociale marquée par les travaux communautaires de développement, où le Burundi a pu construire plus du double des écoles, des centres de santé et des hôpitaux qu'il en avait depuis l'indépendance.

La production agricole a augmenté grâce à la politique d'appui aux mouvements coopératifs au niveau de chaque colline de recensement où en 2020 seulement, une surproduction du maïs et du riz s'est observée au Burundi.

Aujourd'hui nous sommes rassurés sur la sécurité alimentaire, il nous reste le travail de sensibilisation sur la bonne nutrition.

12. En outre, nous pouvons souligner que c'est pendant cette période de crise qu'on a observé la naissance de plusieurs industries surtout dans l'agropastorale comme l'industrie des engrais organo- minérale, FOMI, et beaucoup d'autres unités de transformation des produits agro-pastoraux. Cela a permis au Burundi, de par cette malheureuse expérience de manque d'appuis provenant de nos partenaires, de démontrer sa capacité de se prendre en charge dans les secteurs où il dépendait de l'extérieur.
13. Au niveau de la bonne Gouvernance économique, le pays a fait des réformes économiques qui ont fait qu'actuellement le Burundi dépend de plus de 80% des ressources intérieures au niveau Budgétaire alors qu'avant 2015, le pays dépendait à 52% de l'extérieur pour fonctionner.
Des mesures sévères envers ceux qui font les malversations et la corruption ont été entreprises, accompagnées par des destitutions des hauts cadres qui se sont rendus coupables ou responsables des malversations économiques.

Petit à petit, le Burundi recouvre la confiance de ses partenaires et nous nous en réjouissons.

➤ **Excellences, Mesdames et Messieurs,**

14. Malgré les défis liés à l'instabilité du cadre macroéconomique causés par un passé douloureux, des opportunités d'affaires ne manquent pas surtout dans les secteurs stratégiques comme :

L'exploitation industrielle des mines où le pays compte faire une raffinerie du Nickel et du fer sur place, la mécanisation agropastorale, l'industrialisation, le tourisme, l'éducation professionnelle, les logements sociaux, la logistique, soins de santé et les TIC.

15. Pour rendre possible ces ambitions, nous avons trouvé que la priorité doit être orientée vers le développement du capital humain.

En effet, nous faisons face à une jeunesse intellectuelle et des femmes désœuvrées à cause, d'une part de manque de capital de démarrage de leur projet, mais d'autre part, d'un manque de technicité à même de répondre au besoin du marché de travail.

C'est ainsi que le gouvernement vient d'initier un programme d'autonomisation économique des jeunes, accompagné par un capital de démarrage de 48 milliards de francs burundais et la mise en place d'une banque d'investissement des jeunes à part déjà opérationnelle, et une banque des femmes de l'autre côté pour soutenir leurs projets.

Nous comptons opérer des réformes dans le secteur de l'éducation, pour rendre l'enseignement plus professionnel que général.

16. L'autre défi, en plus du capital humain est le manque des infrastructures. En effet, des infrastructures socio-économiques comme la construction du chemin de fer, l'autoroute joignant les deux capitales, Gitega et Bujumbura, la modernisation du port de Bujumbura et l'extension de l'Aéroport International NDADAYE Melchior, la

construction aux standards internationaux de la zone spéciale économique, sont mis en ligne dans notre programme.

Nous faisons de notre mieux pour encourager le secteur privé et les investisseurs étrangers à venir y investir et le Gouvernement ne ménagera aucun effort pour soutenir tous ceux qui auront accepté d'accompagner le Burundi dans sa marche vers le développement durable équilibré.

17. Toutes ces orientations stratégiques, une fois réalisées, j'en suis persuadé, contribueront à assurer le bien-être de nos citoyens et permettront de mettre l'image du Burundi sur la scène internationale dans notre marche vers promotion de la croissance et de développement.

18. Je voudrais saisir cette opportunité pour remercier les partenaires et amis du Burundi qui ont déjà accueilli favorablement la vision du Burundi en matière de coopération au développement.

Nous pensons particulièrement à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International qui, ces derniers jours, se montrent très attentifs sur la question de relèvement économique du Burundi.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

19. Nous avons appris avec satisfaction les aboutissements du dialogue sur les possibilités des autres facilités du Fonds Monétaire International en vue de soutenir les efforts du gouvernement en matière de stabilité macroéconomique et de développement équilibré.

20. L'appui au développement économique par les Partenaires Techniques et Financiers, y compris la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, constitue également un capital crucial pour notre pays.

C'est pourquoi les Coordonnateurs des projets financés par les Partenaires sont toujours encouragés de gérer au mieux les financements pour que le citoyen burundais en tire pleinement profit.

21. En outre, pour encourager nos partenaires, nous voudrions vous signifier que de notre analyse sur les opportunités qu'offre le pays, le Burundi n'est pas un pays condamné à être perpétuellement pauvre.

Nous avons des opportunités, ce qui nous fait défaut, ce sont les clés de démarrage. Et, nous avons des ressources naturelles qui une fois exploitées et gérées de façon

rationnelle, permettront à notre pays de franchir le gap. Et nous voudrions vous rassurer que la volonté politique est là.

22. C'est ainsi que nous avons décidé que la mise en œuvre des programmes de financement extérieur au titre de la dette publique doit rester dans le strict respect des impératifs d'une allocation des moyens financiers aux secteurs productifs. En ce sens, les crédits contractés devront se constituer en capital pour soutenir la production en vue de générer des revenus permettant de rembourser sans difficultés les dettes contractées.

23. Au vu de l'impact désastreux de la pandémie de COVID-19 sur tous les secteurs productifs et sociaux, et sachant que le dispositif de réponse à cette pandémie doit continuer d'être renforcé, nous demandons à la Banque Mondiale de déployer, à travers ses divers instruments et plus particulièrement l'IDA 20, un appui financier conséquent, et sans doute plus important que les années précédentes.

24. Revenant sur le thème actuel centré sur la digitalisation des économies, nous tirons une leçon des expériences du passé, particulièrement depuis les années 2000 où la technologie a apporté beaucoup de changements en Afrique. Le développement des technologies du numérique a eu une influence positive sur tous les champs de l'activité humaine, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, du partage de compétences etc...
25. L'économie numérique est l'un des grands secteurs d'investissement dans nos pays, surtout lorsqu'il s'agit de faire impacter tous les domaines de la vie économique.
26. Conscient de la contribution de l'économie numérique au développement socio-économique, le Gouvernement du Burundi est aussi dans une perspective de déployer des efforts visibles sur le développement de ce secteur, et surtout la Digitalisation de

l'action Gouvernementale et de l'état-civil, à travers le lead du Ministère en charge des Finances et de la Planification Économique et celui en charge des TIC, qui en pilotent les initiatives en collaboration étroite avec les autres institutions du secteur public et privé, en vue de capitaliser le potentiel de l'économie numérique au développement du Burundi.

27. Je n'ai aucun doute que les discussions prévues en marge de cette 58^{ème} Edition du Caucus Africain, permettront de dégager des conclusions qui renforcent davantage les initiatives du soutien au développement économique et social des pays africains, d'une part, et au renforcement des transactions internationales d'autre part, en mettant à profit le développement numérique.

28. Ainsi, Je réitère encore une fois mes remerciements aux efforts et initiatives de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International pour ses initiatives au titre de l'allègement de la dette en faveur du Burundi, afin de dégager,

un espace budgétaire qui permet au gouvernement de lutter efficacement contre la pandémie de la Covid-19.

29. C'est en souhaitant de fructueux échanges et délibérations que je déclare officiellement ouverts les travaux de la 58^{ème} Edition du Caucus Africain.

Je souhaite à vous à tous qui avez choisi de participer physiquement à ce Caucus de passer d'agréables moments au Burundi, et j'invite vous tous qui, pour des raisons multiples, avez jugé de suivre cette activité en mode virtuel, à venir explorer les opportunités que présente le Burundi en matière d'investissement et d'intégration des économies africaines.

Que Dieu vous bénisse tous, Je vous remercie.

